

## CADRES TECHNIQUES ET LANGUES :

### FRAGMENTS D'UNE PROBLEMATIQUE

*"Il ne s'agit pas cependant de postulat à relent colonialiste d'une Algérie en miettes ou en mosaïques où la diversité serait la négation de l'unité, où les groupes sociaux et culturels parfaitement étanches et structurés seraient en conflit perpétuel. Les influences réciproques bénéfiques ou nuisibles – C'est à la recherche de le dire..."*

**Abdallah MAZOUNI**

#### **Introduction**

Depuis quelques années la société algérienne vit au rythme des transformations socio-économiques et politiques. Ces dernières sont empreintes d'une vision économiste et techniciste. La problématique linguistique se trouve reléguée au second plan. Il nous semble que nous assistons à un essoufflement de la revendication linguistique et plus particulièrement le conflit arabophone-francophone n'investit pas le débat sur les réformes économiques.

Paradoxalement, ce conflit a été très violent dans les années 1980. Au même moment d'autres langues tentent de se positionner. La première, (l'Anglais), met à profit l'impasse du conflit Arabe-Français pour se placer au nom de sa position stratégique dans les relations économiques internationales. La seconde (Amazigh) s'inscrit beaucoup plus sur le terrain identitaire et culturel. Une telle revendication va se heurter de par son contenu à la citadelle de l'éducation nationale.

Ainsi, nous assistons à une recomposition du champ linguistique. D'une part, on favorise l'émergence de l'enseignement de l'anglais dans les écoles primaires et on encourage l'apprentissage de l'anglais professionnel par la mise en place d'écoles privées au profit de l'encadrement économique et administratif.

D'autre part, on empêche la reconnaissance d'une place officielle à l'amazighité dans ce fonctionnement du système éducatif. En arrière plan de cette nouvelle dynamique linguistique se dessine un jeu d'alliances politiques dont l'enjeu est encore une fois le pouvoir. Une telle réalité linguistique apparaît beaucoup plus comme le produit d'un processus historique qui s'est caractérisé par une prédominance de la régulation politique dont l'arbitrage a été assuré par les pouvoirs successifs. L'idée que nous voudrions soumettre au débat, c'est que la problématique linguistique a obéi à une gestion politique. Le but des décideurs politiques était de réguler un rapport de force ; il était question de satisfaire des intérêts politiques en permettant à des groupes sociaux de prendre en charge des espaces culturels, éducatifs et économiques. Une telle stratégie politique a favorisé et entretenu le clivage linguistique.

D'un côté les arabophones s'occupent et défendent farouchement les domaines éducatifs et culturels, de l'autre côté les cadres francophones, au nom d'un certain rationalisme économique et technique dont ils s'estiment les seuls détenteurs, font des activités économiques leurs domaines d'intervention exclusive et sans partage.

C'est ce parallélisme politique à contenu linguistique que nous essayerons d'observer dans sa constitution historique, ses retombées politico-économiques et ses perspectives.

## **1. LE CHAMP LINGUISTIQUE COMME ENJEU POLITIQUE**

Au lendemain de l'indépendance, la configuration de l'encadrement humain algérien se présentait schématiquement ainsi :

Nous avons un premier groupe de cadres techniques formés dans les grandes écoles d'ingénieurs occidentales. Quel que soit le lieu géographique de la formation, celui-ci avait un point commun : l'utilisation et la maîtrise de la langue française. Ces cadres vont constituer le potentiel et l'ossature technologique des projets économiques.

Le second groupe de cadres versés dans un cursus littéraire et sortis des écoles tunisiennes et égyptiennes, il se manifeste par la mise en valeur des aspects identitaires, culturels et religieux et dont la langue arabe constitue une donnée fondamentale dans les négociations politiques futures.

C'est dans les éléments constitutifs de ce vivier technico-littéraire que le pouvoir, à partir des années 1965, va mettre en place les instruments du puzzle politique.

En effet, ces deux entités de par leurs itinéraires scolaires, leurs références culturelles, leur rapport à l'indépendance de l'Algérie, ne réussissaient pas à avoir un terrain d'entente.

Le pouvoir politique ne voulait pas entrer en conflit, ni affronter l'un de ces groupes sociaux. D'ailleurs sa base sociale encore fragile ne lui permettait pas d'intervenir directement.

Il préféra déléguer à chacun des groupes des prérogatives sur des espaces respectifs. Le groupe des cadres techniques francophones prend en charge progressivement les pôles économiques qui se constituaient sur le territoire national. D'une certaine manière les problèmes économiques revenaient ipso facto à ces cadres. Ces derniers régnaient en maîtres-absolus et trouvaient là une chance de mettre en valeur leurs compétences. Le groupe des cadres arabophones a investi le système éducatif, la culture, les activités religieuses. Un des moyens que le pouvoir utilisait pour réguler l'équilibre des forces entre ces deux groupes consistait en la nomination des portefeuilles ministériels.

L'observation de la composante humaine des gouvernements successifs depuis 1962 jusqu'à nos jours, fait ressortir que les Ministères technico-économiques, ont été toujours occupés par des cadres francophones. Ceci bien entendu sous le label de la compétence technique.

Alors que la responsabilité des activités éducatives, culturelles et religieuses revenait aux cadres arabophones.

En opérant une telle division des tâches, le pouvoir recherchait et entendait jouer l'arbitrage entre les deux fractions.

Le pouvoir permettait une liberté de manœuvre à chacune des deux fractions, sur leur territoire respectif. Ces dernières le lui rendaient en se respectant mutuellement et lui permettant de gérer sans difficultés. Pendant que le premier groupe était préoccupé à développer son tissu industriel, élargir sa base humaine par un processus de formation à l'étranger, le second groupe s'investissait sur les problèmes culturels et dans lesquels le processus d'arabisation constituait le cheval de bataille.

Ainsi, chacun des deux groupes par l'intermédiaire des Ministères respectifs était préoccupé à faire fonctionner, reproduire son espace.

De ce fait, nous assistons à l'émergence de deux logiques de pouvoir qui s'ignoraient totalement. L'arabisation ne semblait pas concerner l'activité économique. Il y avait un respect mutuel entre les deux logiques.

## **2. L'EPREUVE DU MARCHE DU TRAVAIL**

Tant que les deux logiques fonctionnaient dans un parallélisme politique pacifique, la reproduction des deux espaces se faisait sans heurts.

Mais les premières promotions d'arabophones sorties des instituts universitaires vont poser le problème du recrutement. Dans les années 1980, les étudiants arabophones vont déclencher une grève très dure qui mettra à nu l'habillage politico-idéologique dont a été porteur le pouvoir sur la question linguistique.

Ces étudiants s'aperçoivent que les portes des secteurs économiques leur sont totalement fermées. De plus, ils prennent conscience que la majorité des activités économiques continuent à fonctionner en français.

De ce fait, ils s'aperçoivent que le problème n'est pas essentiellement un problème de langue mais plutôt d'« adéquation entre la formation et l'emploi ». Dans ce cadre, nous assistons à l'émergence de deux types de stratégie.

Le premier relève d'une stratégie individuelle : les diplômés arabophones qui arrivent à se faire recruter dans les secteurs économiques et plus particulièrement dans les entreprises industrielles doivent passer par un apprentissage du français.

Le second relève d'une stratégie d'entreprise par la mise en place de sessions de perfectionnement du français pour les diplômés arabophones qui ont la chance de se faire recruter.

A ce titre, les entreprises industrielles gardent un mauvais souvenir de l'expérience G.U.L.N. Cette opération a été menée sous l'égide du Parti Unique (F.L.N.), chose qui irritait les cadres gestionnaires des entreprises. De plus, elle était vécue comme une opération d'alphabétisation loin des réalités professionnelles. Très tôt, cette opération, par sa forme et son contenu, a été marginalisée dans le fonctionnement de l'entreprise. La majorité des cadres rencontrés déclarent que l'arabisation des secteurs économiques n'a jamais été voulue sérieusement.

Pour eux, l'attribution d'une telle opération à l'appareil du parti lui a donné un cachet de propagande idéologique et du coup elle perdait sa mission professionnelle. En fait, pour le pouvoir, il était normal qu'une telle action revienne au parti dans la mesure où elle s'est avérée être un des espaces d'intervention du groupe des arabophones.

L'entrée de la langue arabe n'était tolérée que dans la mesure où elle se limitait à être un instrument de propagande idéologique du parti. L'accès aux procédures de gestion et de production demeurait fermé. Ainsi, cette dualité linguistique (arabe - français) apparaît beaucoup plus comme le produit d'un processus politique voulu et entretenu.

Chacun des acteurs essayait de rester dans son périmètre, et de ne pas violer les frontières linguistiques.

En 1977, M. LACHRAF a été nommé Ministre de l'Education Nationale. En parfait bilingue, il tentait de reformuler l'équation linguistique. Son intervention a heurté l'équilibre des forces, lorsqu'il déclara : " Ils méprisent dans le savoir leur langue nationale et la "défendant" contre les langues étrangères par un refus hautain et superstitieux de ces derniers ; ils l'embrassent, jalousement pour mieux l'étouffer, au lieu de la travailler, de la stimuler dans le sens d'une féconde émulation avec les autres"<sup>1</sup> . Le pouvoir a préféré le destituer de son poste de Ministre pour préserver l'équilibre politique.

### **3. QUELLE (S) LANGUE (S) POUR L'ECONOMIE DE MARCHE**

Cette analyse socio-historique sommaire du champ linguistique nous ramène à la configuration actuelle.

La Langue arabe occupe une place importante dans les sphères éducatives et culturelles. Mais ces espaces sont saturés en termes d'emplois potentiels. Même si le problème du chômage n'est pas propre aux diplômés arabophones, la réalité fait que la langue de travail effective reste le français.

Le français demeure la langue de communication dans la quasi majorité des espaces économiques.

La grande majorité des filières scientifiques et techniques dans le supérieur se fait en français.

Par contre, l'Anglais inaugure une entrée timide dans les écoles primaires. De plus, les cadres prennent conscience de l'intérêt d'une bonne maîtrise de l'Anglais et plus particulièrement dans le nouveau paysage économique. Ce qui favorisera l'émergence d'une multitude d'écoles privées.

Enfin, l'amazighité après des années de lutte vient de connaître un premier aboutissement qui est celui de son enseignement. Mais sa reconnaissance réelle dans les activités scientifiques et pédagogiques bute encore sur des résistances socio-politiques.

A l'intérieur des transformations économiques, portées et soutenues par les réformes politiques en cours, se dessinent les contours futurs du champ linguistique algérien. On ne pourra saisir cette configuration linguistique en gestation que si on l'intègre dans le jeu des rapports de force en vigueur depuis 1962. Est-ce que le pouvoir pourra continuer à gérer cette dynamique linguistique comme il l'a fait jusqu'à maintenant ? Ou devra-t-il tenir compte des nouvelles réalités locales et mondiales ?

**Mohamed BENGUERNA**  
**Maître de Recherche**  
**CREAD**

---

<sup>1</sup> Mostefa Lachref : in document interne (éducation nationale) - "Les problèmes de l'enseignement et de l'éducation en Algérie" – Alger 1976.